TUNISIE

À L'ÉPREUVE DE L'HYPERPRÉSIDENCE

Système politique et institutionnel démantelé, perspectives socio-économiques inquiétantes, recul des libertés… Après avoir muselé tous les contre-pouvoirs, Kaïs Saïed s'apprête à briguer un second mandat. Comment compte-t-il remettre le pays en selle au lendemain du 6 octobre ?

FRIDA DAHMANI, À TUNIS

Le 10 août, l'Instance indépendante supérieure des élections (Isie) a mis fin aux interrogations relatives au scrutin présidentiel du 6 octobre prochain, qui cristallise toute l'attention des Tunisiens depuis le début de l'année. Ceux qui attendaient une course électorale avec une diversité de candidats et de tendances politiques, ceux qui souhaitaient une alternative, une alternance ou, à tout le moins, que puissent s'exprimer les avis critiques à l'égard de l'actuel exécutif, tous ont désormais la certitude que leurs voix comptent peu.

La commission électorale a validé la candidature de Kaïs Saïed à sa propre succession, ainsi que celles des deux seuls autres candidats, qui représentent des petites formations sans grande audience : Zouhair Maghzaoui, secrétaire général du parti Echaâb, et Ayachi Zammel, ancien député et homme d'affaires, président du Mouvement Azimoun. « On aurait pu aller au plus simple et éviter ce simulacre électoral », s'agace un ancien député, qui estime que faire de la politique en Tunisie est désormais une gageure. « Il eût été plus simple et plus décent que Kaïs Saïed soit plébiscité par le Parlement et reconduit pour un mandat, ou même qu'il soit déclaré président à vie. Personne ne s'en serait étonné. Cela aurait épargné beaucoup de temps et d'argent », poursuit ce militant de la gauche tunisienne qui s'est retiré de la politique « avant d'en être écarté ».

Depuis la mainmise de Kaïs Saïed sur le pouvoir, le 25 juillet 2021, avec l'appui des forces armées et sécuritaires, l'ensemble du système politique et institutionnel a été graduellement démantelé et remplacé par un régime présidentiel, de fait présidentialiste, scellé par la nouvelle Constitution, promulguée en août 2022, et par une multitude de décrets. La prochaine élection présidentielle clôt justement la séquence de mise en place d'un régime politique qui correspondrait à « ce que veut le peuple », selon les arguments avancés par le président Kaïs Saïed pour modifier profondément les équilibres dans tous les domaines.

L'enjeu : le taux de participation

Il est désormais acquis que le chef de l'État, alors même qu'il assurait, pendant la campagne de 2019, ne pas avoir de programme, a déplacé ses pions de manière magistrale. Avec des coups réfléchis à tel point que nul n'a pu contrer son avancée, qui a balayé sur son passage les partis, les corps intermédiaires, les instances constitutionnelles et réduit les pouvoirs – autres que les siens – à de simples « fonctions ». Kaïs Saïed avait perçu la faiblesse d'une classe politique dispersée, attachée à se chercher querelle et inattentive à la précarité du pays. Ainsi, pour le prochain quinquennat, la question des partis est définitivement évacuée puisque, dans les faits, on ne les entend pas.

Ce n'est pas pour autant que le président Kaïs Saïed, même s'il s'est donné les moyens de ne pas avoir de réel rival dans une course électorale qui tient plus de la parade que de la joute, pourra esquiver la question de la légitimité. Celle-ci dépendra en effet du taux de participation, qui risque d'avoisiner les pourcentages très faibles des dernières consultations : à peine plus de 11 % lors des législatives et lors de l'élection du Conseil national des régions et des districts (CNRD, nouvelle chambre haute →



La chef de l'État tunisien lors des célébrations du 60e anniversaire de l'Évacuation de Bizerte, au Carré des martyrs, le 15 octobre 2023.

YASSINE MAHJOUB/SIPA

→ du Parlement). Cette légitimité des urnes est pourtant le point d'ancrage de la « phase de construction » que semble vouloir entamer Kaïs Saïed, selon ses porte-voix, parmi lesquels Ahmed Chaftar. En l'absence de publication de sondages, il est difficile d'évaluer la popularité des candidats. Évidemment, celle du chef de l'État sortant est de loin plus élevée que celle de ses deux concurrents, qui n'ont jamais été cités spontanément comme candidats potentiels dans les panels d'opinion.

Médias diabolisés

Le locataire du palais de Carthage semble vouloir néanmoins obtenir un plébiscite et faire mieux que les 72,7 % de suffrages exprimés recueillis en 2019. Mais le contexte n'est en rien comparable. À l'époque, sans en être responsable, Kaïs Saïed avait déjà bénéficié de l'incarcération de son principal adversaire, Nabil Karoui, suspecté de blanchiment et de détournement de fonds, qui n'avait pu faire campagne que très brièvement à sa libération quelques jours avant le second tour. Et, lors de ce second tour, Kaïs Saïed avait bénéficié d'un report de voix à la faveur de consignes données par des partis qu'il a aujourd'hui écartés, comme Ennahdha, l'Union pour la République (UPR) ou d'autres formations qui n'existent plus, comme Tahya Tounes et Tayar Al-Mahaba (« le courant de l'amour ») ou la Coalition Al Karama (« coalition de la dignité »). Actuellement, la plupart des dirigeants de ces formations sont soit en exil soit incarcérés.

Il n'empêche, si la victoire à la présidentielle du 6 octobre semble acquise à Kaïs Saïed, il n'en demeure pas moins qu'une certaine opposition s'exprime, dont celle issue des rangs du Courant démocrate (Attayar), qui avait un temps soutenu Kaïs Saïed contre la gabegie politique, en 2021, mais qui est désormais très critique. Nabil Hajji, son secrétaire général, a dressé dernièrement un réquisitoire implacable, qui épingle les pratiques de l'Isie et dénonce la polémique autour de l'extrait de casier judiciaire exigé des candidats qui n'est « requis ni par la Constitution ni par la loi électorale » et qui est, selon lui, une interprétation de la commission électorale.

Des saillies révélatrices, aussi, du malaise qui s'est installé dans le pays. Malgré toutes les dispositions liberticides (dont celles du décret 54, que Kaïs Saïed a promulguées en 2022, officiellement pour lutter contre les « fausses nouvelles »), malgré le silence et la crainte qui se sont emparés de ceux qui pensaient que la liberté d'expression était acquise, en particulier



Manifestation de boulangers devant le ministère du Commerce, à Tunis, le 7 août 2023, pour protester contre la décision du gouvernement de couper l'accès de certaines boulangeries à la farine subventionnée.

dans les médias, malgré la désillusion ressentie par certains qui ont soutenu « l'offensive du 25 juillet » – celle de Kaïs Saïed lorsqu'il a accaparé tous les pouvoirs sous prétexte d'un péril imminent –, une forme d'opposition persiste. « On n'a rien à perdre qu'on n'ait déjà perdu », lance un militant du parti Al Joumhouri, qui assure « ne rien lâcher tant que les prisonniers politiques ne sont pas libérés ». Un point de discorde avec un exécutif qui garantit ne pas interférer dans la justice, alors que certains jugements tardent à être prononcés. Et une résistance difficile à tenir, d'autant que le projet politique de Kaïs Saïed vise également à réduire les interventions de la société civile.

Coupures d'eau, pénuries, baisse du niveau scolaire : tout ce qui ne va pas est mis sur le compte d'un ennemi invisible.

La principale difficulté est dans la volonté de l'exécutif de ne pas communiquer et de refuser les contacts avec les médias, parfois diabolisés. L'expression « les médias de la honte » ne signifie désormais plus rien, tant elle a été abondamment utilisée par tous les gouvernements depuis la révolution de 2011. Trop libres, pas assez consensuels, les médias sont pris dans la tourmente de cette refonte politique et, sans surprise, les médias publics sont clairement la voix de l'exécutif. « La parenthèse des médias indépendants est fermée », conclut un politologue, qui rappelle que tout refoulement trouve d'autres voies d'expression, surtout avec l'appui des nouvelles technologies. Selon lui, le pouvoir, qui dit traduire la volonté du peuple, met ce même peuple à distance. « Il suffit de constater que jamais autant de barrières n'ont été érigées autour des ministères pour éloigner les citoyens que l'on craint. »



L'incompréhension et les malentendus s'installent, qui risquent de devenir pérennes. Au fil des mois, l'idée d'une malveillance protéiforme et omniprésente, qui finit par être la cause de tous les maux, a pris corps dans l'esprit de Kaïs Saïed. En s'adressant à ses ministres, le 12 août, le chef de l'État a encore rappelé la nécessité de faire preuve d'« une plus grande vigilance, surtout en cette période durant laquelle les corrompus et les saboteurs poursuivent le mirage d'un retour en arrière ». L'ennemi commun, qui jusqu'à présent n'a pas été démasqué, est considéré comme responsable des pénuries, des coupures d'eau, de la baisse de la production agricole, et, pour résumer, de tout ce qui ne va pas.

La Tunisie a pourtant des problèmes bien réels. Et alors qu'elle ne semble pas prioritaire pour l'exécutif, la question de la situation du pays et de ses perspectives socio-économiques inquiète les Tunisiens et s'impose. « Le plus difficile est de ne pas aborder ces problèmes à travers le prisme du populisme », regrette un médecin, qui s'alarme du délabrement du système de santé publique et de la difficulté à se fournir en médicaments. Le même scénario prévaut dans l'Éducation nationale. L'abandon scolaire touche annuellement près de 100 000 élèves ; le secteur public peine à maintenir un niveau correct, et la disparité avec le privé s'accentue. La remise à niveau des secteurs de la santé et de l'éducation sera sans aucun doute l'un des grands chantiers du prochain quinquennat, quel que soit le président élu. En l'occurrence, Kaïs Saïed insiste désormais régulièrement sur le rôle social de l'État.

Ainsi, il faudrait que l'État providence soit de retour, alors que, depuis plus de dix ans, nombre de politiques assuraient qu'il fallait que l'État se désengage de ce qui n'est pas de son ressort, à commencer par la gestion des entreprises publiques, qui sont en général dans une situation d'extrême précarité. « Les mettre à niveau, colmater leur endettement et en finir avec les ronds-de-cuir est un travail de très longue haleine. Entre-temps, que faire de cette charge contre-productive ? » s'interroge un économiste, qui rappelle que le président ne souhaite pas céder les entreprises publiques, certain que leurs mauvaises performances sont dues à la corruption et à une volonté d'entretenir une situation de crise – l'ennemi invisible...

Pression fiscale

Le durcissement politique a mis le holà aux revendications syndicales et aux grèves, et a surtout entériné la rupture du dialogue entre l'État et la principale centrale, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT). Le même sort est réservé au patronat, également réduit au silence, qui subit à la fois la crise économique et la pression fiscale instaurée par la loi de finances. Car, dans son besoin impérieux d'argent pour boucler son budget, l'État met fortement à contribution les chefs d'entreprise.

En filigrane, dans ce paysage apparemment chaotique de l'économie tunisienne mais qui fait finalement preuve d'une incroyable résilience, s'esquisse la difficulté à lever des fonds. En cause, l'argument de la souveraineté et son corollaire, la non-ingérence dans les affaires du pays, qui ont mis à distance les bailleurs de

fonds internationaux. Les évaluations qu'ils font, les conditions qu'ils posent pour obtenir des prêts sont perçues comme un interventionnisme malvenu, qui contraint Tunis à une position d'obligé, qui heurte l'orgueil national.

Cette position a conduit à la suspension, en 2022, d'un plan de sauvetage de 1,9 milliard de dollars que le FMI comptait accorder à la Tunisie. Les réformes exigées, telles que la levée de subventions sur les produits de consommation courante, sont interprétées, à l'aune d'un populisme naissant, comme des diktats de l'étranger. Ces tensions avec le FMI et un endettement à hauteur de 80 % de son PIB ne permettent pas au pays du Jasmin, qui a perdu de son entregent en matière de diplomatie, de solliciter des levées de fonds au niveau international. Pour les trois derniers exercices, l'État a sollicité le secteur bancaire national afin de boucler son budget. Un recours d'autant plus nécessaire que le pays peine à relancer ses secteurs clés – en particulier le tourisme, affecté par la pandémie, et l'extraction de phosphates, qui n'a pas retrouvé son niveau de 2010.

Le problème actuel de la Tunisie est de n'avoir pas anticipé la crise des matières premières consécutive à la guerre en Ukraine et au changement climatique, qui ont déréglé l'approvisionnement des marchés, le tout sur fond de difficultés financières. Une situation totalement inédite pour la Tunisie moderne, qui, jusqu'à il y a quelques années, pensait atteindre une certaine autosuffisance alimentaire. Mais la production agricole a été sévèrement affectée par quatre années de sécheresse consécutives, qui participent par ailleurs à un nouvel abandon des campagnes, où l'accès à l'eau devient difficile. « Soixante-cinq ans après l'indépendance, en dehors des villes, tous les foyers ne sont pas encore systématiquement raccordés à l'eau courante », note un ingénieur.

« Le rêve démocratique s'évapore, et nous avons une part de responsabilité dans cet échec », regrette un opposant en exil.

Cette conjoncture fait flamber l'inflation, qui a dépassé régulièrement 7 % ces derniers mois, selon l'Institut national des statistiques. « Son taux serait passé à deux chiffres s'il n'y avait eu le marché parallèle et l'économie grise, remarque un chef d'entreprise, qui songe à s'installer ailleurs et déplore que le système tunisien demeure archaïque. Comment être compétitif et attractif quand on en est à promouvoir les entreprises communautaires, qui sont un modèle totalement obsolète en 2024 ? » Ce patron va rejoindre la cohorte des jeunes et moins jeunes Tunisiens de plus en plus nombreux à choisir l'exil. Une fuite des cerveaux et des compétences qui a un impact négatif sur le pays.

« La communauté tunisienne à l'étranger finance aussi la Tunisie, mais, à choisir, il aurait été préférable que les médecins et les ingénieurs ne partent pas », estime un ancien ministre de l'Enseignement supérieur, qui impute cette envie d'aller vivre ailleurs à une administration complexe et pesante, à des lois obsolètes et à des salaires trop bas. Ceux qui ont tenté de revenir après la révolution de 2011 en espérant faire bouger les lignes ont vite déchanté et sont repartis.

Unité et réconciliation

Redonner de l'attractivité à la Tunisie est un vaste chantier qui ne semble pas, lui non plus, être une urgence pour les gouvernants. « On a clairement reculé, il n'y a qu'à voir l'état des villes et des plages, le laisser-aller et l'à-peu-près, qui sont le reflet d'une absence de gouvernance locale. Ça commence par là ! » maugrée un membre sortant du conseil municipal de Houmt Souk (Djerba). Certains sociologues imputent aussi cette dégradation de l'environnement à l'exode rural, à un niveau scolaire moyen, à l'appauvrissement général… Mais l'élu local coupe court à ces hypothèses en rappelant que le pays a besoin d'être fédéré, réuni, pacifié.

Depuis 2011, la Tunisie a connu de nombreux clivages, qui ont accentué les disparités. « Nous avons été divisés autour des thèmes religieux. Désormais, on valorise ceux qui se disent patriotes et on morcelle les groupes sociaux, sans avoir pris soin de remédier aux disparités de plus en plus criantes », remarque Houda, une professeure de philosophie. Elle regrette que le projet de démocratie ait été abandonné, sous le prétexte que certains ont considéré qu'il était fauteur de troubles, incompatible avec la stabilité sociale et les performances économiques. « Aujourd'hui, ce rêve démocratique s'évapore. Et nous avons certainement une part de responsabilité dans cet échec », regrette un opposant en exil.

Reste que le retour à l'ordre – ou ce qui s'y apparente –, assorti de restrictions de libertés, n'a pas remis le pays en selle. Le seul effet est une nette dépolitisation de la société, sans notable réduction de la pauvreté, ni relance de la croissance économique. Ce dont a besoin la Tunisie, c'est d'une réconciliation nationale, sans laquelle aucun projet ne sera viable. ●